

Les déterminants de l'élaboration des politiques éducatives en contexte d'aide au développement :

Une analyse du discours appliquée aux documents nationaux de 13 pays francophones de l'Afrique subsaharienne

Valérie Jean

Cette thèse de doctorat s'inscrit dans la lignée des recherches visant à mieux comprendre les effets de la globalisation sur l'élaboration des politiques éducatives dans des pays en développement. Plus précisément, l'objectif poursuivi dans cette recherche est de permettre une meilleure compréhension des déterminants de l'élaboration des politiques éducatives dans un contexte d'aide au développement, et 13 pays francophones d'Afrique ont été ciblés pour étudier ce processus. Une analyse critique du discours a été appliquée à un ambitieux corpus documentaire constitué des rapports nationaux d'évaluation de l'Éducation pour tous (2000-2015) et des stratégies sectorielles de l'éducation, soumis respectivement à l'UNESCO et au Partenariat mondial pour l'éducation. Soutenue par un cadre de référence articulé autour du néo-institutionnalisme sociologique et de la théorie des systèmes sociaux, cette étude de cas multiples met en évidence la place importante accordée à des acteurs externes dans la définition des priorités nationales. Cela s'observe entre autres par le fait qu'une majorité d'éléments contextuels de ces pays sont considérés comme des contraintes au développement et à la scolarisation, et moins comme des problèmes nationaux à résoudre. L'une des explications potentielles réside dans le fait que les institutions nationales actuelles ne représentent pas des institutions enracinées dans les contextes socioculturels des pays, mais reposent plutôt sur des fondements coloniaux renforcés par

le biais des interventions d'aide au développement. Dans cette perspective, la recherche de légitimité auprès des « partenaires techniques et financiers » est plus importante que la recherche d'efficacité lorsqu'il est question d'élaborer les politiques éducatives sur le plan national. Cela fait en sorte que les critiques et/ou les interprétations divergentes des orientations internationales ont très peu d'effets sur les finalités déclarées et effectives. Par ailleurs, l'incertitude envers les financements extérieurs promis et la faiblesse des capacités nationales pour impulser les actions identifiées compromettent d'emblée leur mise en œuvre. Par conséquent, les diverses stratégies pour élaborer les politiques éducatives contribuent plutôt à modifier fondamentalement les institutions et les espaces de sens en conformité avec les attentes externes, mais n'abordent pas efficacement les enjeux du développement et de l'éducation nationale. Un autre phénomène que cette recherche a permis de mettre au jour est la reconfiguration des relations de pouvoir établies en contexte d'aide au développement. Il ressort en effet de nos analyses que l'application des principes destinés à améliorer l'efficacité de cette aide, tels que l'adoption d'une approche programme, contribue à réduire les multiples sphères d'influence possibles dans le processus des politiques publiques nationales, accordant de ce fait un pouvoir plus important à certaines orientations. Celles de la Banque mondiale dominent le processus, et ce, en dépit de la séduisante rhétorique de l'efficacité de l'aide au développement qui chapeaute la logique partenariale dans laquelle s'élabore les politiques éducatives.

